

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
NOVEMBRE 2025**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**SOUTIEN À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET LA SÉCURISATION DES COMMISSARIATS DE  
POLICE NATIONALE EN ÎLE-DE-FRANCE**

**BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 4ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2025 (ALARME)**

**MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE "MIEUX PROTÉGER LES VICTIMES"**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">10</a>
<a href="#">ANNEXE 1 : SUBVENTIONS SPECIFIQUES D'INVESTISSEMENT AVEC CONVENTIONS.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME.....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">ANNEXE 3 : SUBVENTIONS SPECIFIQUES DE FONCTIONNEMENT AVEC CONVENTIONS.....</a>	<a href="#">34</a>
<a href="#">ANNEXE 4 : CONVENTIONS REGIONALES AVEC FRANCE VICTIMES ET LA MUTUELLE     GENERALE DE LA POLICE.....</a>	<a href="#">62</a>
<a href="#">ANNEXE 5 : FICHE 25003213 MODIFIEE SDIS 77.....</a>	<a href="#">71</a>

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du Bouclier de sécurité régional. Il vise à moderniser les moyens des forces de sécurité, à soutenir le déploiement du fonds alarme au bénéfice des Franciliens. Il a également pour objet d'accompagner les associations œuvrant en faveur de personnes confrontées à des situations de vulnérabilité et de renforcer la valorisation de l'action régionale en matière de sécurité et d'aide aux victimes.

Ces interventions sont mises en œuvre au travers de subventions, de conventions et de projets spécifiques, pour un montant de 1 704 104 € en investissement et de 226 770 € en fonctionnement. Elles visent à renforcer la sécurité des Franciliens et à améliorer leur accompagnement, notamment grâce au dispositif « L'ABRI » qui assure un accueil et un soutien psychologique et juridique aux victimes.

### **1. Modernisation des équipements de la Police en Ile-de-France**

Par convention en date du 23 septembre 2021, la région Ile-de-France et la Préfecture de Police de Paris ont réaffirmé leur volonté d'agir pour renforcer la sécurité des Franciliens.

Cet engagement se traduit par la modernisation des conditions d'exercice des missions des forces de sécurité de l'État, la sécurisation de plusieurs sites stratégiques et par le renforcement de leur présence sur la voie publique afin de mieux lutter contre la délinquance et la criminalité.

À ce titre, il est proposé d'attribuer 2 subventions spécifiques, pour un montant total de 1 687 804 €, au bénéfice de la Préfecture de Police de Paris, afin de moderniser leurs équipements (2 fiches projets en annexe 1).

Les modalités d'attribution de ces subventions sont précisées dans 2 conventions conclues avec la Préfecture de Police de Paris (annexe 1).

### **2. Aide à l'achat d'une alarme.**

Ce rapport a pour objet, dans le cadre du règlement d'intervention « Aide à l'achat d'une alarme » mis en place par la délibération n° CR 2021-056 du 21 juillet 2021, d'attribuer 163 subventions pour l'achat d'alarmes représentant un montant total de 16 300 € d'autorisations de programme (liste présentée en annexe 2 à la présente délibération).

### **3. Association Solidarité Défense : accompagnement des victimes d'infractions pénales, notamment des forces de sécurité blessées en intervention ainsi que de leurs familles endeuillées.**

Le présent rapport propose une enveloppe de 10 000 € en autorisations d'engagement. Cette somme financera un accompagnement spécifique pour les forces de sécurité blessées ainsi que leurs familles par des actions de soutien, d'améliorations des conditions d'hospitalisation et du devoir de mémoire. La fiche projet et la convention correspondantes sont présentées en annexe 3.

### **4. Accompagnement des étudiants franciliens de l'association « Fédération EM Normandie » (campus de Paris) dans le cadre de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS).**

Le présent rapport propose une enveloppe de 10 000 € en autorisations d'engagement, afin de soutenir l'organisation d'actions de prévention contre les violences sexuelles et sexistes (VSS). La fiche projet et la convention correspondantes sont présentées en annexe 3.

## **5. Fondation des orphelins de la préfecture de police de Paris**

Le présent rapport propose une enveloppe de 10 000 € en autorisations d'engagement, afin de soutenir les actions menées par la Fondation des Orphelins de la Préfecture de police de Paris en faveur des enfants et familles de policiers disparus. La fiche projet et la convention correspondantes sont présentées en annexe 3.

## **6. Convention partenariale entre l'association France victimes Île-de-France et la Région Île-de-France.**

La convention de partenariat entre la Région Île-de-France et l'association France Victimes Île-de-France a pour objet de développer l'accompagnement des femmes victimes de violences, notamment vers l'emploi et la formation, à travers l'agence Oriane et le dispositif l'Abri (Annexe 4).

## **7. Convention partenariale entre la mutuelle générale de la police (MGP) et la Région Île-de-France.**

La présente convention établit le partenariat entre la Région Île-de-France et la MGP afin de mettre en œuvre des initiatives conjointes en faveur du bien-être au travail, de l'inclusion et de la solidarité des agents du ministère de l'Intérieur. Elle permet également de valoriser l'engagement régional dans la promotion de ses politiques publiques en matière de sécurité et d'accompagnement des personnels (Annexe 4)

## **8. Démarche de valorisation de l'action régionale et de ses partenaires en matière de sécurité et d'aide aux victimes.**

La région Île-de-France a fait de la sécurité et de l'aide aux victimes deux axes majeurs de son action en faveur des franciliens. Le présent rapport propose un montant de 46 770 € afin de valoriser la diffusion et la connaissance des dispositifs régionaux en matière de sécurité et aide aux victimes.

Les marchés concernés sont notamment, les accords-cadres « Prestations traiteur » et « Fabrication, pose, dépose, livraison et stockage de matériels de signalétique événementielle ».

## **9. « L'ABRI ».**

À l'occasion du concours solidaire lancé par le Pôle Ressources Humaines en 2023, le projet « L'ABRI » a remporté la majorité des suffrages des agents de la Région et a été lauréat du concours.

Ce dispositif inauguré le 7 mars 2024, consiste à permettre, au sein des locaux du siège de la région Île-de-France, l'accueil et l'accompagnement des victimes de violence ou d'agressions sexistes et sexuelles grâce à une permanence physique. Une prestation d'accompagnement psychologique et juridique gratuite avec ou sans rendez-vous pour l'ensemble des franciliens du lundi au samedi de 9h à 18h est assurée par l'association IDFAV de la fédération France victimes.

Le numéro de la permanence 0800 730 650 permet également de rediriger l'ensemble des victimes selon leur besoin vers les différentes associations dans chaque département et sur l'ensemble du territoire francilien.

La Région, par ce dispositif, entend poursuivre son action de soutien aux victimes sur son territoire à l'aide du dispositif « L'ABRI » dans un esprit d'efficacité et de répondre au mieux à l'accompagnement des victimes sur le territoire.

C'est le premier lieu d'accompagnement dédié aux victimes de VSS installé au sein d'une collectivité en France.

À cet effet, il est proposé une autorisation d'engagement d'un montant de 150 000 € sur le marché n° 2300941 intitulé : « Mise en place d'une permanence d'aide psychologique et juridique au siège de la région Île-de-France dans le cadre du dispositif Ma Région sûre ».

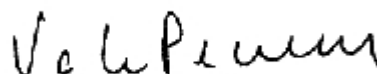
**10. Modification de la fiche projet n°25003213 : SDIS 77 - Acquisition d'un Bras Élévateur Aérien de classe 30 (délibération n° CP2025-258 du 25 septembre 2025).**

L'acquisition initiale du bras élévateur est complétée par le projet du renouvellement d'un Véhicule de Secours en Milieu Périlleux (VSMP). Dans une logique de modernisation et d'adaptation aux besoins opérationnels du SDIS 77, cet équipement permettra d'intervenir aussi bien en hauteur (toitures, grues, éoliennes) qu'en profondeur (puits, carrières, ravins).

Ces changements sont sans incidence financière. Les données relatives à la base subventionnable, le taux d'intervention, le plan de financement et la subvention régionale restent inchangées. La fiche projet correspondante actualisée est portée en annexe 5 à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 20 NOVEMBRE 2025**

#### **SOUTIEN À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET LA SÉCURISATION DES COMMISSARIATS DE POLICE NATIONALE EN ÎLE-DE-FRANCE**

#### **BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 4ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2025 (ALARME)**

#### **MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE "MIEUX PROTÉGER LES VICTIMES"**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1111-10 IV ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255- 1 et L.613-13 ;

**VU** la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 modifiée, relative à l'approbation du dispositif cadre « mieux protéger les victimes » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée, relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-056 du 21 juillet 2021 « Mieux vous protéger » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-063 du 23 septembre 2021 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier, et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 modifiée, relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité ;

**VU** la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

**VU** la délibération modifiée n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre de la

politique régionale en matière d'aide aux victimes ;

**VU** la délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 modifiée, relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité – 6<sup>ème</sup> série d'affectations pour l'année 2017 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 portant adoption de la charte « Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle – 2<sup>ème</sup> rapport 2023 » ;

**VU** la délibération n° CP 2025-258 du 25 septembre 2025 relative à la mise en œuvre du soutien à l'équipement de la Brigade des Sapeurs-Pompiers et des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

**VU** l'avis de la commission de la sécurité ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2025-323 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide d'attribuer, au bénéfice de la Préfecture de Police de Paris, deux subventions hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel total de 1 687 804 € pour le financement des projets détaillés en annexe n°1 à la présente délibération.

Approuve les conventions spécifiques à passer avec la Préfecture de Police de Paris présentées en annexe n°1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des deux conventions précitées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 687 804 € disponible sur le chapitre 901 «Sécurité » code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » programme HP11-001 (111001) «Bouclier de sécurité », action 11100101 « Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité » du budget 2025.

**Article 2 :**

Décide d'attribuer des subventions à 163 bénéficiaires d'une aide forfaitaire de 100 € par dossier d'attribution au titre du dispositif « aide à l'achat d'une alarme » adopté par délibération n° CR 2021-056 du 21 juillet 2021, pour un montant total de 16 300 €, et dont la liste est présentée en annexe n°2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de 16 300 €, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « Bouclier de sécurité », action 11100102 « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2025.

**Article 3 :**

Décide d'attribuer, au bénéfice de l'association Solidarité Défense, une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de 10 000 € pour le financement du projet relatif à l'accompagnement des forces de sécurité blessées en intervention ainsi que de leurs familles endeuillées. Le projet est détaillé dans la fiche jointe en annexe n°3 à la présente délibération.

Approuve la convention spécifique à passer avec l'association Solidarité Défense présentée en annexe n°3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 931 « sécurité », code fonctionnel 18 « Autres interventions de protections des personnes et des biens », programme HP 18-001 « Prévention – Médiation », action 11800101 « Aide aux victimes » du budget 2025.

**Article 4 :**

Décide d'attribuer, au bénéfice de la fédération EM-Normandie, une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de 10 000 € pour le financement du projet relatif à la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS). Le projet est détaillé dans la fiche jointe en annexe n°3 à la présente délibération.

Approuve la convention spécifique à passer avec la fédération EM-Normandie présentée en annexe n°3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 931 « sécurité », code fonctionnel 18 « Autres interventions de protections des personnes et des biens », programme HP 18-001 « Prévention – Médiation », action 11800101 « Aide aux victimes » du budget 2025.

**Article 5 :**

Décide d'attribuer, au bénéfice de la fondation « Œuvre Orphelin Préfecture de Police », une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de 10 000 € pour le financement de l'accompagnement des orphelins de la Préfecture de Police de Paris. Le projet est détaillé dans la fiche jointe en annexe n°3 à la présente délibération.

Approuve la convention spécifique à passer avec la fondation « Œuvre Orphelin Préfecture de Police », présentée en annexe n°3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 931 « sécurité », code fonctionnel 18 « Autres interventions de protections des personnes et des biens », programme HP 18-001 « Prévention – Médiation », action 11800101 « Aide aux victimes » du budget 2025.

**Article 6 :**



Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexes à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**Article 7 :**

Approuve la convention à passer avec l'association France Victimes Île-de-France présentée en annexe n°4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 8 :**

Approuve la convention à passer avec la Mutuelle Générale de la Police présentée en annexe n°4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 9 :**

Affecte, dans le cadre de la démarche de valorisation de l'action de la Région et de ses partenaires en matière de sécurité et d'aide aux victimes, une autorisation d'engagement de 46 770 € disponible sur le chapitre 931 « sécurité », code fonctionnel 18 « Autres interventions de protections des personnes et des biens », programme HP 18-001 « Prévention – Médiation », action 11800101 « Aide aux victimes » du budget 2025.

**Article 10 :**

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € dans le cadre de « L'ABRI », disponible sur le chapitre budgétaire 931 « sécurité », code fonctionnel 18 « Autres interventions de protections des personnes et des biens », programme HP18-001 « Prévention – Médiation », action 11800101 « Aide aux victimes » du budget 2025.

**Article 11 :**

Modifie la fiche projet n°25003213 en annexe 5 à la présente délibération relative au financement d'équipements en faveur du SDIS 77 au titre du dispositif « soutien à l'équipement des sapeurs-pompiers et des services départementaux d'incendie et de secours », adoptée par délibération n° CP2025-258 du 25 septembre 2025.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **ANNEXE 1 : SUBVENTIONS SPECIFIQUES D'INVESTISSEMENT AVEC CONVENTIONS**

**DOSSIER N° 25004437 - Soutien à la sécurisation de deux sites de la Préfecture de Police de Paris**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

**Imputation budgétaire** : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	987 804,00 € HT	100,00 %	987 804,00 €
Montant total de la subvention			987 804,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS  
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS  
75004 PARIS 04 RP  
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat  
Représentant : Monsieur PATRICE FAURE, Préfet

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : sécurisation de deux sites de la Préfecture de Police de Paris

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 1 décembre 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

La Préfecture de Police de Paris a sollicité le soutien de la Région Île-de-France pour la mise en œuvre d'un programme de sécurisation de plusieurs sites stratégiques.

Le projet concerne deux implantations distinctes :

- Le premier site, situé à Paris, regroupe la Direction de l'Ordre Public et de la Circulation (DOPC), la Direction de la Sécurité Publique de l'Agglomération Parisienne (DSPAP) et l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN).
- Le second site, localisé à Créteil, abrite la Direction Territoriale de Sécurité de Proximité du Val-de-Marne (DTSP).

La Région Île-de-France apporte un soutien financier à cette opération conduite par la Préfecture de Police, afin d'accompagner la modernisation et la sécurisation de ces sites exposés à des risques récurrents lors de situations de violences urbaines.

**Localisation géographique :**

- PARIS
- CRETEIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels et Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	987 804,00	100,00%
Total	987 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	987 804,00	100,00%
Total	987 804,00	100,00%

## CONVENTION N°25004437

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP2025-323 du 20 novembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La Préfecture de Police de Paris,  
Service déconcentré de l'État, SIRET : 177501517 00011, Code APE : 84.24Z,  
siège social situé au 9 boulevard du Palais, 75004 PARIS,  
représentée par Monsieur Patrice FAURE, Préfet de Police,  
ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

### PRÉAMBULE :

Après avoir rappelé :

Que le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police Nationale en Île-de-France.

Que l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens, et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public ;

Que la présente convention s'inscrit dans le prolongement d'une démarche partenariale initiée de longue date entre l'État et la Région pour moderniser et renforcer les moyens des forces de sécurité intérieure, notamment à travers les précédentes conventions relatives à l'équipement immobilier et désormais mobilier ;

Sont convenus de ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP2025-323 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France décide de soutenir la Préfecture de Police de Paris pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention :

- Sécurisation de deux sites de la Préfecture de Police de Paris qui accueillent notamment la Direction de l'Ordre Public et de la Circulation (DOPC), la Direction de la Sécurité Publique de l'Agglomération Parisienne (DSPAP), l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN), ainsi que le commissariat central de Créteil et la Direction Territoriale de Sécurité de Proximité du Val-de-Marne (DTSP) pour un montant prévisionnel de 987 804 € (référence dossier n° 25004437).

La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable, pour un montant maximum de la subvention fixé à 987 804 € HT.

L'organisme (Etat) récupère la TVA sur ses dépenses.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que la maîtrise d'ouvrage intègre des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à son opération.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la

subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble



des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

*Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

*Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

*Justificatifs de visibilité*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

*Organisation d'un temps protocolaire*

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

*Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.*

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention destinée à la sécurisation de deux sites de la préfecture de police de Paris, le bénéficiaire s'engage à apposer à l'entrée de chacun de ces sites, le logo de la Région Île-de-France sous la forme d'une plaque avec la mention : « Ici, la région agit pour votre sécurité ».

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00675 "Participation financement de divers travaux d'équipement" du programme 176 de la police nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris.

#### **ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la

présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que son annexe intitulée "Présentation du projet", adoptée par délibération n° CP2025-323 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
PREFECTURE DE POLICE DE PARIS  
Monsieur Patrice FAURE, Préfet

**DOSSIER N° 25004580 - Achat de 14 véhicules pour la sous-direction régionale de la police des transports**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

**Imputation budgétaire** : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	700 000,00 € TTC	100,00 %	700 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		700 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS  
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS  
75004 PARIS 04 RP  
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat  
Représentant : Monsieur PATRICE FAURE, Préfet

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : financement d'un achat de 14 véhicules pour la sous-direction de la police régionale des transports

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

La Sous Direction Régionale de la Police des Transports (SDRPT) prévoit l'acquisition de 14 véhicules afin de renforcer la sécurité en Île-de-France.

Ces moyens de transport modernes permettront d'améliorer la mobilité et la réactivité des équipes sur le terrain. Ils garantiront des interventions rapides.

Ce projet s'inscrit dans une logique de modernisation du parc automobile, indispensable pour répondre aux enjeux actuels de sûreté et de prévention.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 14 véhicules	700 000,00	100,00%
Total	700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	700 000,00	100,00%
Total	700 000,00	100,00%

## CONVENTION N°25004580

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP2025-323 du 20 novembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La Préfecture de Police de Paris,  
Service déconcentré de l'État, SIRET : 177501517 00011, Code APE : 84.24Z,  
siège social situé au 9 boulevard du Palais, 75004 PARIS,  
représentée par Monsieur Patrice FAURE, Préfet de Police,  
ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

### PRÉAMBULE :

Après avoir rappelé :

Que le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police Nationale en Île-de-France.

Que l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens, et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public ;

Que la présente convention s'inscrit dans le prolongement d'une démarche partenariale initiée de longue date entre l'État et la Région pour moderniser et renforcer les moyens des forces de sécurité intérieure, notamment à travers les précédentes conventions relatives à l'équipement immobilier et désormais mobilier ;

Sont convenus de ce qui suit :



## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP2025-323 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France décide de soutenir la Préfecture de Police de Paris pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention :

- Acquisition de 14 véhicules destinés à renforcer la capacité opérationnelle des unités de la Police des transports pour un montant prévisionnel de 700 000 € (référence dossier n° 25004580). Ces véhicules viendront appuyer les missions de sécurisation du réseau francilien en garantissant mobilité, visibilité et efficacité des équipes sur le terrain.

La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable, pour un montant maximum de la subvention fixé à 700 000 € TTC.

L'organisme (Etat) ne récupère pas la TVA sur ses dépenses.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que la maîtrise d'ouvrage intègre des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à son opération.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'acquisition de véhicules, le bénéficiaire s'engage à apposer le logo de la Région Île-de-France sur les flancs (droit et gauche) et à l'arrière des véhicules.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

## ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00675 "Participation financement de divers travaux d'équipement" du programme 176 de la police nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris.

### ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que son annexe intitulée "Présentation du projet", adoptée par délibération n° CP2025-323 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
PREFECTURE DE POLICE DE PARIS  
Monsieur Patrice FAURE, Préfet

## **ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME**



Dispositif « Aide à l'achat d'une alarme »  
19<sup>ème</sup> liste de bénéficiaires  
*A consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

## **ANNEXE 3 : SUBVENTIONS SPECIFIQUES DE FONCTIONNEMENT AVEC CONVENTIONS**

**DOSSIER N° 25004440 - Aide aux victimes - Accompagnement des forces de sécurité blessées en intervention ainsi que de leurs familles endeuillées**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (fonctionnement) (n° 00001260)

**Imputation budgétaire** : 931-18-65748-118001-300

Action : 11800101- Aide aux victimes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (fonctionnement)	35 710,00 € TTC	28,00 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION SOLIDARITE DEFENSE

Adresse administrative : 24 RUE DE PRESLES  
75015 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-MARIE BOCKEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : financement d'une action d'aide aux victimes : accompagnement des forces de sécurité blessées en intervention ainsi que de leurs familles endeuillées

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 20 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre sa réalisation.

**Description :**

Créée en 1994, l'association Solidarité Défense accompagne les forces de sécurité blessées en intervention ainsi que les familles endeuillées.

Elle met en œuvre un accompagnement spécifique pour ces dernières, à travers un soutien logistique lors des hospitalisations, l'organisation de séminaires de reconstruction pour les conjoints et parents, ainsi que des journées de cohésion destinées aux orphelins.

L'association agit également pour l'amélioration des conditions d'hospitalisation dans les hôpitaux militaires franciliens, par des visites, des témoignages de soutien et des aides administratives. Enfin, elle organise des temps de mémoire et de reconnaissance, tels que le dîner d'hommage en l'honneur des familles endeuillées.

La Région Île-de-France est sollicitée pour un soutien financier à la réalisation de ces actions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Les justificatifs des dépenses peuvent être notamment sous forme de factures, ordres de virements ou tout autre acte au titre de l'action nommée ci-dessus.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	6 200,00	17,36%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 640,00	4,59%
Frais postaux et frais de télécommunications	250,00	0,70%
Services extérieurs (locations, ...)	14 350,00	40,18%
Alimentation	4 770,00	13,36%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	8 500,00	23,80%
Total	35 710,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	28,00%
Subvention Ministère des Armées (sollicitée)	6 010,00	16,83%
subventions privées (sollicitées)	19 700,00	55,17%
Total	35 710,00	100,00%

# CONVENTION N°25004440

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Association solidarité défense  
dont le statut juridique est : Association loi 1901 reconnue d'utilité publique  
N° SIRET : 404 464 653 00025  
Code APE : 94.99Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire  
dont le siège social est situé au :24 rue de Presles 75015 Paris  
ayant pour représentant Monsieur Jean-Marie BOCKEL, Président de l'association  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité le soutien financier de la Région dans le cadre d'un dispositif dédié, en vue d'organiser des actions d'accompagnement pour les forces de sécurité blessées, physiquement ou psychologiquement, dans le cadre de leurs missions opérationnelles, ainsi que pour les familles endeuillées à la suite de ces engagements.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Que le soutien aux victimes d'infractions pénales constitue une priorité régionale visant à renforcer la solidarité et l'accompagnement des personnes vulnérables ;

Que l'association Solidarité Défense s'inscrit pleinement dans cette démarche en mettant en œuvre une initiative à vocation solidaire et sociale ;

Que le projet porté par l'association s'inscrit dans une démarche d'intérêt général en faveur des forces de sécurité.

Conscientes de la portée positive de cette initiative pour la communauté et les bénéficiaires concernés, les parties conviennent des engagements suivants :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association Solidarité défense pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : financement d'une action d'aide aux forces de sécurité blessées et aux familles endeuillées (référence dossier n°25004440).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 28 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 35 710 €, soit un montant maximum de subvention de 10 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)**

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

### **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

### *Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

### *Justificatifs de visibilité :*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

### *Organisation d'un temps protocolaire :*

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

### *Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :*

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

## ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 60 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,



- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- une l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
Association Solidarité Défense.  
Monsieur Jean-Marie BOCKEL,  
Président



**DOSSIER N° 25004553 - Aide aux victimes - Prévention et lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS)**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (fonctionnement) (n° 00001260)

**Imputation budgétaire** : 931-18-65748-118001-300

Action : 11800101- Aide aux victimes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (fonctionnement)	330 000,00 € TTC	3,03 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION DES ETUDIANTS EM  
NORMANDIE  
Adresse administrative : 20 QUAI FRISSARD  
76600 LE HAVRE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur TERENCE FISCHER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : financement d'une action d'aide aux victimes : prévention et lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS)

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 20 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre sa réalisation.

**Description :**

Selon une étude menée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur entre 2023 et 2024, auprès de 67 étudiants, près de 40 à 50 % des agressions sexuelles (et tentatives) se produisent dans des contextes de sociabilité festive : week-end d'intégration, bars, soirées étudiantes, fêtes ou voyages étudiants. Les auteurs sont d'autres étudiants dans près de 70 % des cas d'agression sexuelle (ou tentatives) et 60 % des cas de viols (ou tentatives).

La fréquence des dépôts de plainte auprès des forces de police ou de l'autorité judiciaire ainsi que la saisine des établissements d'enseignement supérieur est faible. Elle varie en fonction des types d'agression (2,5 % des cas d'agression sexuelle et 7,9 % des cas de viol ont conduit à un dépôt de plainte).

L'association « Fédération des Etudiants de l'EM Normandie », dont le campus parisien est situé à Clichy-sur-Seine (92), porte un projet innovant auprès des 4 000 étudiants Franciliens. Dans le cadre de ses actions de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS), la Fédération des

Étudiants de l'EM Normandie a développé un dispositif innovant : la Care Team.

Constituée d'étudiants franciliens spécifiquement formés par des professionnels aux gestes de premiers secours et à la prise en charge des situations liées aux VSS/Harcèlement/Bizutage, cette équipe a pour mission d'assurer une permanence sur le campus, de former et sensibiliser les étudiants, d'assurer un accompagnement adapté et une écoute active auprès des étudiants et étudiantes en situation de vulnérabilité, notamment lors des événements étudiants.

Ce dispositif a été mis en œuvre notamment lors du rassemblement de rentrée de septembre 2025, réunissant plus de 900 étudiants franciliens. Grâce à la présence de la Care Team et à un travail de sensibilisation mené en amont, aucun incident de type VSS n'a été signalé. Cette initiative, appelée à se renforcer et à se déployer sur l'ensemble des campus et manifestations étudiantes, constitue un exemple concret d'engagement en faveur de la protection et de l'accompagnement des victimes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres matières et fournitures	13 000,00	3,94%
contrats de prestations de services (tour opérateur)	135 000,00	40,91%
Locations mobilières	2 100,00	0,64%
Annonces et insertions	95 000,00	28,79%
Fêtes et cérémonies	13 000,00	3,94%
Publicité, publications, relations publiques	11 400,00	3,45%
Transports collectifs du personnel	59 000,00	17,88%
Frais de déplacements	1 500,00	0,45%
Total	330 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	3,03%
Autofinancement	100 000,00	30,30%
Ventes de billets, ...	210 000,00	63,64%
Organismes privés	10 000,00	3,03%
Total	330 000,00	100,00%

# CONVENTION N°25004553

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Fédération des étudiants EM Normandie  
dont le statut juridique est : Association  
N° SIRET : 899 353 577 00013  
Code APE : 94.99Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire  
dont le siège social est situé au : 20 quai Frissard 76 600 LE HAVRE  
ayant pour représentant Monsieur TERENCE FISCHER, Président  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité le soutien financier de la Région dans le cadre d'un dispositif dédié, en vue d'aider l'organisation de son rassemblement de rentrée de septembre 2025, réunissant plus de 900 étudiants franciliens.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Le soutien aux victimes d'infractions pénales constitue une priorité régionale visant à renforcer la solidarité et l'accompagnement des personnes vulnérables. L'association « Fédération des étudiants EM Normandie », dont le campus parisien est implanté à Clichy-la-Garenne (92), s'inscrit pleinement dans cette démarche en mettant en œuvre une initiative à vocation solidaire et sociale. Son projet vise à prévenir et lutter contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) grâce au déploiement d'un dispositif innovant : la *Care Team*, constituée d'étudiants franciliens spécifiquement formés aux gestes de premiers secours et à la prise en charge des situations liées aux VSS.

Cette équipe assure un accompagnement adapté et une écoute active auprès des personnes en situation de vulnérabilité, tant sur le campus que lors des événements étudiants. Son action constitue un exemple concret d'engagement en faveur de la protection et de soutien des victimes, pleinement en cohérence avec les priorités régionales du Bouclier de sécurité.

Conscientes de la portée positive de cette initiative pour la communauté et les bénéficiaires concernés, les parties conviennent des engagements suivants :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association « Fédération des étudiants EM Normandie » pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : financement d'une action de prévention contre les VSS (référence dossier n°25004553).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 3,03 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 330 000 €, soit un montant maximum de subvention de 10 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)**

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

### **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

### Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

### Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

### Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.



Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 60 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

##### **ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

##### **ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE**

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- une attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
Association « Fédération des étudiants EM Normandie »  
Monsieur TERENCE FISCHER, Président



**DOSSIER N° 25004581 - Aide aux victimes - accompagnement des orphelins de la préfecture de police de Paris**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (fonctionnement) (n° 00001260)

**Imputation budgétaire** : 931-18-65748-118001-300

Action : 11800101- Aide aux victimes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : OEUVRE ORPHELIN PREFECTURE DE POLICE

Adresse administrative : 7 BOULEVARD DU PALAIS  
75004 PARIS

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur PATRICE FAURE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : financement de l'accompagnement des orphelins de la préfecture de police de Paris

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 20 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre sa réalisation.

**Description :**

La Fondation des Orphelins de la Préfecture de police de Paris soutient les enfants de policiers disparus en leur apportant une aide matérielle, éducative et sociale. Elle attribue des bourses d'études, finance des projets personnels et organise des activités culturelles et sportives pour favoriser leur épanouissement. Par son action, elle perpétue les valeurs de solidarité et de fraternité, tout en honorant la mémoire des agents disparus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Les justificatifs des dépenses peuvent être notamment sous forme de factures, ordres de virements ou tout autre acte au titre de l'action nommée ci-dessus.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs, ...	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

# CONVENTION N°25004581

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Œuvre des Orphelins de la Préfecture de Police  
dont le statut juridique est : 93000 – Fondation  
N° SIRET : 784 243 701 00017  
Code APE : 88.99 – Action sociale sans hébergement n.c.a.  
dont le siège social est situé au : 07 blv du palais – 75004 Paris  
ayant pour représentant Monsieur Patrice FAURE, Président  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité le soutien financier de la Région Île-de-France dans le cadre de sa politique de sécurité et d'aide aux victimes, pour mettre en œuvre des actions destinées aux orphelins des agents de la Préfecture de police décédés dans le cadre de leurs missions ou des suites de maladies liées à leur fonction.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement s'effectuent dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier, approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et selon les conditions suivantes.

Que le soutien aux victimes d'infractions pénales et aux personnes en situation de vulnérabilité constitue une priorité régionale, renforçant la solidarité et l'accompagnement des Franciliens ;

Que la fondation des Orphelins de la Préfecture de police s'inscrit pleinement dans cette démarche en consacrant son action à l'aide aux orphelins d'agents décédés, à travers un accompagnement éducatif, social et matériel ;

Que le projet porté par la Fondation relève de l'intérêt général, valorise l'engagement des forces de sécurité et contribue à l'équité territoriale au bénéfice des familles rompues par le sacrifice d'un parent policier ;

Conscientes de la portée positive de cette initiative pour la communauté et les bénéficiaires concernés, les parties conviennent des engagements suivants :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la fondation des orphelins de la préfecture de police de Paris pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : aux orphelins d'agents de la Préfecture de police décédés dans le cadre de leurs missions ou de leur fonction (référence dossier n°25004581).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 10 000 €, soit un montant maximum de subvention de 10 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)**

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

### **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.



Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

### Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

### Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

### Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 60 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

##### **ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

##### **ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE**

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature

exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- une attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.  
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
Œuvre des Orphelins de la Préfecture de Police  
Monsieur Patrice FAURE, Président



## **ANNEXE 4 : CONVENTIONS REGIONALES AVEC FRANCE VICTIMES ET LA MUTUELLE GENERALE DE LA POLICE**



## **CONVENTION PARTENARIALE ENTRE L'ASSOCIATION FRANCE VICTIMES ÎLE-DE-FRANCE ET LA RÉGION ÎLE DE FRANCE**

### **ENTRE-LES SOUSSIGNES :**

L'association France Victimes Ile-de-France,  
dont le statut juridique est : 9220 – Association déclarée,  
N° SIRET : 434 641 692 000 26  
Code APE : 88.99 – Action sociale sans hébergement n.c.a.  
Domiciliée 36, rue des États Généraux 78000 Versailles,  
représentée par Monsieur Jérôme JANNIC, représentant légal, et par délégation.  
Ci-après dénommée « France victimes Ile-de-France »,

d'une part,

et

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'autre part,

Dénommés ensemble « **les Parties** ».

## **Préambule :**

France Victimes Île-de-France (FVIDF), fondée en 1999, regroupe les associations franciliennes d'aide aux victimes adhérentes à la fédération nationale France Victimes. Apolitique et non confessionnelle, elle œuvre à promouvoir et développer l'aide aux victimes, à renforcer leur reconnaissance et à assurer un accompagnement pluridisciplinaire – juridique, psychologique et social – sur l'ensemble du territoire francilien. Chaque année, plus de 60 000 victimes sont accueillies et soutenues par près de 170 professionnels mobilisés dans 270 lieux de permanence.

L'agence Oriane, créée par la Région Île-de-France, est la plateforme régionale d'information, d'orientation et de formation. Elle a pour mission de faciliter l'accès à l'information sur les métiers, les formations et les parcours professionnels, en accompagnant à la fois les jeunes, les familles, les professionnels et les acteurs institutionnels.

Le dispositif L'ABRI, inauguré en 2024 au siège de la Région Île-de-France, constitue une permanence innovante d'aide psychologique et juridique. Accessible gratuitement, il s'adresse à toute victime d'infraction pénale, avec une attention particulière portée aux victimes de violences sexistes et sexuelles, et incarne un maillon essentiel de la chaîne régionale d'accompagnement et de protection.

Ensemble, ces acteurs contribuent à renforcer la proximité, la qualité et l'efficacité des services offerts aux Franciliens, en mettant au cœur de leurs actions l'accès aux droits, la protection et la solidarité.

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **Article 1 – Objet**

La présente convention a pour objet de définir le partenariat entre la Région Île-de-France et l'association France Victimes Île-de-France pour développer l'accompagnement des femmes victimes de violences, notamment à travers l'agence Oriane et le dispositif l'Abri, vers l'emploi et la formation.

## **Article 2 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an, sauf résiliation conformément à l'article 8 des présentes, et prendra effet à compter du 20 novembre 2025.

La présente convention sera tacitement renouvelée chaque année pour une durée maximum de trois (3) ans selon les mêmes termes et conditions. Chaque partie peut dénoncer cette convention par lettre recommandée avec avis de réception envoyée deux (2) mois avant la date d'échéance de la période contractuelle en cours.

## **Article 3 – Engagements de l'association France Victimes Île-de-France**

Pendant la durée de la présente convention, l'association France Victimes Île-de-France s'engage à :

- proposer, en lien avec l'agence Oriane, des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et la formation pour les femmes victimes de violences, notamment à travers la permanence de l'ABRI ;
- contribuer à la communication sur les initiatives et actions conduites avec la Région



Île-de-France en matière de lutte contre les violences et de promotion de l'égalité entre les genres ;

- valoriser, par ses propres canaux de diffusion, les dispositifs existants et à venir élaborés conjointement avec la Région dans le cadre de cet objectif commun.

#### **Article 4 – Engagements de la Région Île-de-France**

Pendant la durée de la présente convention, la Région Île-de-France s'engage à :

- communiquer sur les initiatives et actions menées conjointement avec l'association France Victimes Île-de-France en faveur de la lutte contre les violences et de la promotion de l'égalité entre les genres ;
- valoriser, par ses propres canaux de diffusion, les dispositifs existants et à venir élaborés en partenariat avec l'association dans le cadre de cet objectif commun.

Ces communications pourront être réalisées notamment via :

- les réseaux sociaux et le site internet de la Région,
- l'affichage,
- le journal de la Région.

#### **Article 5 - Conditions financières**

La présente convention est conclue à titre gracieux.

#### **Article 6 - Suivi du partenariat et évaluation**

Le suivi du partenariat et son évaluation s'appuieront sur des points réguliers entre les services de la Région et l'équipe de l'association France Victimes Île-de-France, portant notamment sur la mise en place des actions de communication, le suivi et l'avancement des actions menées, ainsi que sur les retours de terrain et les échanges d'expérience.

#### **Article 7 - Propriété intellectuelle et industrielle**

Chaque Partie reste titulaire de ses droits de propriété intellectuelle respectifs.

La conclusion de la présente convention n'implique aucune cession ou droit quelconque d'une partie de ses droits de propriété intellectuelle ou industrielle à l'autre Partie.

L'utilisation des signes distinctifs, ainsi que du nom et de l'image des représentants de celui-ci est strictement limitée à l'exécution et pour la durée de la présente convention et uniquement après accord écrit de ces derniers. Chaque partie pourra résilier le présent contrat en cas d'atteinte à son image et/ou à sa réputation ou à celles de ses filiales. Les Parties devront alors cesser toute utilisation des noms et images de chacune.

#### **Article 8 - Résiliation – Clause résolutoire**

##### **8.1 Résiliation à l'initiative de la Région**

La Région peut, à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée.

##### **8.2 Clause résolutoire**

En cas de non-exécution par l'une des Parties à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, après un préavis de deux (2) mois à compter de la date d'envoi du courrier de notification. Cette résiliation interviendra sans mise en demeure préalable et sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée.

#### **Article 9 - Règlement des litiges**

En cas de désaccord sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention que les Parties ne pourraient résoudre amiablement, les Parties s'en remettent au jugement des tribunaux compétents.

Fait à Saint-Ouen, en deux (2) exemplaires, le

**Pour l'association**

**Monsieur le président de l'association  
France Victimes Île-de-France**

**Pour la Région Île de France**

**Madame la présidente du conseil  
régional d'Île-de-France**

**Jérôme JANNIC**

**Valerie PECRESSE**



**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA MGP (MUTUELLE  
GÉNÉRALE DE LA POLICE) ET LA RÉGION ÎLE DE FRANCE**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉES :**

**La Mutuelle Générale de la Police, dite MGP**, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, dont le siège est sis 10, rue des Saussaies 75008 PARIS, immatriculée sous le n° 775 671 894,  
Représenté par Monsieur Benoît BRIATTE, président, dûment habilité,

Ci-après dénommée « **MGP** »,

**D'une part,**

**ET**

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N°CP2025-323 du 20 novembre 2025

Ci-après dénommée « **la Région** »,

**D'autre part,**

Dénommés ensemble les « **Parties** ».

## **Préambule :**

**La Mutuelle Générale de la Police, dite MGP**, personne morale de droit privé à but non lucratif, s'appuyant sur une gouvernance démocratique, fait partie de l'économie sociale et solidaire. Elle exerce les activités relevant des branches d'assurance accidents (branche 1), maladie (branche 2), vie-décès (branche 20) et capitalisation (branche 24).

Héritière d'une longue tradition mutualiste au sein de la police, la MGP reste fidèle à ses valeurs fondatrices et s'engage à accompagner ceux qui concourent à la protection des personnes et des biens. Personnels du ministère de l'Intérieur, de la Justice, douaniers, policiers municipaux et salariés de sociétés de sécurité privée peuvent ainsi accéder à une protection de qualité adaptée à leurs besoins.

La MGP dispose de la qualité de mutuelle à mission, avec une raison d'être statutairement affirmée :

*« Favoriser la sérénité de toutes celles et tous ceux qui concourent à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que de leur entourage, en étant la mutuelle qui s'engage avec force, dans une démarche de protection durable et de progrès, et intervient quotidiennement à leur côté, avec des solutions spécifiques, adaptées à l'évolution du monde auquel ils appartiennent ».*

Dans le cadre de ses objectifs sociaux et environnementaux, la MGP s'engage pour une société plus respectueuse et plus solidaire et porte une attention particulière à son empreinte environnementale.

\*\*\*

La Région Île-de-France, par l'intermédiaire de sa Direction de la Sécurité et de l'Aide aux Victimes, souhaite s'associer à la MGP afin de développer et valoriser des actions communes. Ce partenariat a pour objectif de renforcer la solidarité, l'inclusion et la qualité de vie au travail, en soutenant les initiatives portées par les deux structures.

\*\*\*

Les Parties déclarent et reconnaissent que les négociations ayant précédé la conclusion de la présente convention ont été conduites de bonne foi et avoir bénéficié, pendant la phase précontractuelle de négociations, de toutes les informations nécessaires et utiles pour leur permettre de s'engager en toute connaissance de cause et s'être mutuellement communiqué toute information susceptible de déterminer leur consentement et qu'elles pouvaient légitimement ignorer.

Cela étant exposé, les parties sont convenues des termes suivants

### **Article 1 – Objet**

La présente convention formalise le partenariat entre les Parties, ayant pour objectif la mise en œuvre d'initiatives et d'actions conjointes. Celles-ci visent à renforcer le bien-être au travail, l'inclusion et la solidarité des agents du ministère de l'Intérieur, tout en valorisant l'engagement de la Région Île-de-France dans la promotion de ses politiques publiques en matière de sécurité et d'accompagnement des personnels.

### **Article 2 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an, sauf résiliation conformément à l'article 7 des présentes, et prendra effet à compter de la date de sa signature par les Parties.

La présente convention sera tacitement renouvelée chaque année pour une durée maximum de trois (3) ans selon les mêmes termes et conditions. Chaque partie peut dénoncer cette convention par lettre recommandée avec avis de réception envoyée deux (2) mois avant la date d'échéance de la période contractuelle en cours.

### **Article 3 – Engagements réciproques de la MGP et de la Région Île-de-France**

Pendant la durée de la présente convention, la MGP et la Région s'engagent conjointement :

- à développer des actions communes visant l'amélioration du bien-être au travail, l'inclusion et la solidarité des agents du ministère de l'Intérieur, tout en valorisant l'engagement de la Région Île-de-France dans la promotion de ses politiques publiques en matière de sécurité et d'accompagnement des personnels ;
- à communiquer et mettre en avant, chacun au travers de ses propres canaux de diffusion, les dispositifs existants ainsi que ceux à venir, élaborés et mis en œuvre conjointement par la MGP et la Région, en faveur de ces objectifs communs.

### **Article 4 - Conditions financières**

La présente convention est conclue à titre gracieux.

### **Article 5 - Suivi du partenariat et évaluation**

Les Parties s'engagent à organiser des points d'échange réguliers entre elles concernant la mise en place d'actions de communication, les points d'avancements/suivis réguliers des actions menées, les retours terrain, ainsi que tout autre type d'échange.

### **Article 6 - Propriété intellectuelle et industrielle**

Chaque Partie reste titulaire de ses droits de propriété intellectuelle respectifs.

La conclusion de la présente convention n'implique aucune cession ou droit quelconque d'une partie de ses droits de propriété intellectuelle ou industrielle à l'autre Partie.

L'utilisation des signes distinctifs des Parties, ainsi que du nom et de l'image des représentants de celles-ci est strictement limitée à l'exécution de la présente convention et pour la durée de celle-ci et uniquement après accord écrit de l'autre Partie. Chaque Partie pourra résilier la présente convention en cas d'atteinte à son image et/ou à sa réputation ou à celles de ses filiales. Les Parties devront alors cesser toute utilisation des noms et images de chacune.

## **Article 7 - Résiliation – Clause résolutoire**

### **7.1 Résiliation à l'initiative de la Région**

La Région peut, à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée.

### **7.2 Clause résolutoire**

En cas de non-exécution par l'une des Parties à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, après un préavis de deux (2) mois à compter de la date d'envoi du courrier de notification. Cette résiliation interviendra sans mise en demeure préalable et sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée.

## **Article 8 - Règlement des litiges**

En cas de désaccord sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention que les Parties ne pourraient résoudre amiablement, les Parties s'en remettent au jugement des tribunaux compétents.

Fait à Saint-Ouen, en deux (2) exemplaires, le

**Pour la MGP**

**Monsieur le président de la Mutuelle  
Générale de la Police**

**Benoît BRIATTE**

**Pour la Région Île de France**

**Madame la présidente du conseil  
régional d'Île-de-France**

**Valerie PECRESSE**

## **ANNEXE 5 : FICHE 25003213 MODIFIEE SDIS 77**

**DOSSIER N° 25003213 - SDIS 77 - Acquisition d'un Bras Elévateur Aérien (BEA) de classe 30 et d'un Véhicule de Secours en Milieu Périlleux (VSMP)**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement des sapeurs-pompiers et des services départementaux d'incendie et de secours (n° 00001202)

**Délibération Cadre** : CP2025-167 du 19/06/2025

**Imputation budgétaire** : 901-12-204131-112001-300

Action : 11200101- Soutien à l'équipement des sapeurs-pompiers et des centres départementaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des sapeurs-pompiers et des services départementaux d'incendie et de secours	530 000,00 € HT	47,17 %	250 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		250 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SDIS 77 SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS

Adresse administrative : 56 AVENUE DE CORBEIL  
77000 MELUN

Statut Juridique : Service Départemental d'Incendie

Représentant : Madame ISOLINE GARREAU, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : acquisition d'un Bras Elévateur Aérien (BEA) de classe 30 et d'un Véhicule de Secours en Milieu Périlleux (VSMP)

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

Le SDIS de Seine-et-Marne sollicite une subvention régionale pour l'acquisition d'un bras élévateur articulé (BEA) de classe 30 et d'un véhicule de secours en milieux périlleux (VSMP).

Dans un département couvrant près de la moitié du territoire francilien, marqué par une forte croissance démographique et industrielle, ces équipements visent à renforcer les capacités d'intervention sur des sinistres en hauteur et en milieux complexes.

Le BEA, destiné à remplacer une échelle vétuste, permettra d'intervenir sur des bâtiments élevés ou difficiles d'accès, d'assurer le sauvetage de victimes et de projeter jusqu'à 3 000 litres d'eau par minute.



Polyvalent, il pourra également être engagé sous des ponts ou en excavation.

Le VSMP, armé par trois sapeurs-pompiers, facilitera les interventions en hauteur ou en profondeur grâce à des systèmes d'ancrage, de stabilisation et d'extraction adaptés.

Conformément à la convention de coopération inter-SDIS, ces moyens pourront être mobilisés en renfort extra-départemental, contribuant ainsi au renforcement de la capacité régionale de réponse aux urgences.

**Détail du calcul de la subvention :**

Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses HT éligibles à la subvention régionale.

**Localisation géographique :**

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 Bras Elévateur Aérien (BAE) de classe 30 et 1 Véhicule de Secours en Milieu Périlleux (VSMP)	530 000,00	100,00%
Total	530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	250 000,00	47,17%
SDIS 77	280 000,00	52,83%
Total	530 000,00	100,00%